

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

AFK

Paris, le 26 février 1993

Le Chargé de Mission

NOTE

(V)

à l'attention de Monsieur le Président de la République

(Sous/couvert de Monsieur le Secrétaire Général)

Signal

br

**OBJET : Mission de M. Debarge au Rwanda et en Ouganda -
Eléments de langage.**

M. Debarge se rendra au Rwanda et en Ouganda les 28 et 29 février 1993.

Les éléments de langage suivants sont proposés :

1 - A KIGALI

- Rappeler le caractère inacceptable pour la France d'une solution militaire à la crise rwandaise. Face à l'offensive du Front patriotique Rwandais (FPR), nous avons donc accentué notre appui indirect à l'armée rwandaise (équipements, munitions, conseils) et

renforcé le contingent chargé de la protection des ressortissants français et des autres expatriés (4 compagnies sont actuellement à Kigali - 600 hommes).

- Indiquer de nouveau que nous souhaitons un cessez-le-feu avec un retour des troupes du FPR sur ses positions antérieures à l'offensive du 8 février (le gouvernement rwandais a accepté le principe de la création d'une zone neutralisée dans les territoires évacués par le FPR, sous contrôle d'observateurs internationaux -ONU, OUA-).

- Confirmer que nous appuyons les demandes rwandaise et ougandaise aux Nations-Unies pour le déploiement, sur la frontière avec l'Ouganda, d'observateurs de l'ONU.

- Souligner que notre aide sur le plan militaire doit favoriser une solution négociée, acceptable par tous. Aussi, un rapprochement entre le Président Habyarimana et son Premier ministre est indispensable. Ils doivent agir de concert pour que leurs dissensions ne soient pas mises à profit par le FPR et pour que le processus de transition conduise à la tenue d'élections dans un délai rapproché.

- Regretter à ce sujet que le parti du Président Habyarimana (MNRDD) ait refusé de se joindre aux autres partis politiques de la coalition gouvernementale qui, à Bujumbura, tentent de négocier avec le FPR la reprise des négociations d'Arusha ; reprise qui est indispensable.


2 - A KAMPALA

- Réitérer au Président MUSEVENI le caractère inacceptable d'une solution militaire à la crise rwandaise et le laisser dans l'inquiétude quant à notre degré d'engagement.

- Lui demander d'user de son influence (évidente) sur le FPR pour l'amener à appliquer, sur le terrain, le cessez-le-feu qu'il déclare par ailleurs accepter. Nous voulons des preuves concrètes de la volonté du FPR de mettre un terme à son offensive actuelle.

- Souligner que la solution du problème rwandais passe par le retour, dans les meilleurs délais, des populations civiles qui ont été chassées de leurs terres en raison de l'offensive du FPR (900.000 personnes) et par la tenue d'élections le plus rapidement possible.

- Faire valoir à Museveni, soucieux de son rôle régional, qu'un retour à la paix au Rwanda, qui dépend en grande partie de lui, favoriserait un développement de nos relations au moment où il doit faire face à sa frontière nord (Soudan), à l'expansionnisme islamiste.


Dominique PIN